

TREATY SERIES. No. 15.

1902.

ADDITIONAL ACT

MODIFYING THE

INDUSTRIAL PROPERTY CONVENTION OF
MARCH 20, 1883.

Signed at Brussels, December 14, 1900.

*Presented to both Houses of Parliament by Command of His Majesty.
December 1902.*

LONDON:
PRINTED FOR HIS MAJESTY'S STATIONERY OFFICE,
BY HARRISON AND SONS, ST. MARTIN'S LANE,
PRINTERS IN ORDINARY TO HIS MAJESTY.

And to be purchased, either directly or through any Bookseller, from
EYRE & SPOTTISWOODE, East Harding Street, Fleet Street, E.C.,
and 32, Abingdon Street, Westminster, S.W.;
or OLIVER & BOYD, Edinburgh;
or E. PONSONBY, 116, Grafton Street, Dublin.

[Cd. 1084.] Price 1d.

ADDITIONAL ACT MODIFYING THE
INDUSTRIAL PROPERTY CONVENTION
OF MARCH 20, 1883.

Signed at Brussels, December 14, 1900.

Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Impératrice des Indes; Sa Majesté le Roi des Belges; le Président des États-Unis du Brésil; Sa Majesté le Roi de Danemark; le Président de la République Dominicaine; Sa Majesté le Roi d'Espagne et, en son nom, Sa Majesté la Reine-Régente du Royaume; le Président des États-Unis d'Amérique; Sa Majesté l'Empereur du Japon; Sa Majesté la Reine des Pays-Bas; Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves; Sa Majesté le Roi de Serbie; Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège; le Conseil Fédéral de la Confédération Suisse; le Gouvernement Tunisien, ayant jugé utile d'apporter certaines modifications et additions à la Convention Internationale du 20 Mars, 1883, ainsi qu'au Protocole de clôture annexé à ladite Convention, ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Impératrice des Indes, le Très Honorable C. B. Stuart Wortley, M.P.; Sir Henry Bergne, K.C.M.G., Chef du Département Commercial au Foreign Office; M. C. N. Dalton, C.B., Comptroller-General of Patents;

Sa Majesté le Roi des Belges, M. A. Nyssens, Ancien Ministre de l'Industrie et du Travail; M. L. Capellé, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire, Directeur-Général du Commerce et des Consulats au Ministère des Affaires Étrangères; M. Georges de Ro, Avocat à la Cour d'Appel de Bruxelles, Ancien Secrétaire de l'Ordre; M. J. Dubois, Directeur-Général au Ministère de l'Industrie et du Travail;

Le Président des États-Unis du Brésil, M. da Cunha, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire des États-Unis du Brésil près Sa Majesté le Roi des Belges ;

Sa Majesté le Roi de Danemark, M. H. Holten-Nielsen, Membre de la Commission des Brevets, Enregistreur des marques de fabrique ;

Le Président de la République Dominicaine, M. J.-W. Hunter, Consul-Général de la République Dominicaine à Anvers ;

Sa Majesté le Roi d'Espagne et, en son nom, Sa Majesté la Reine-Régente du Royaume, M. de Villa Urrutia, son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges ;

Le Président des États-Unis d'Amérique, M. Lawrence Townsend, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire des États-Unis d'Amérique près Sa Majesté le Roi des Belges ; M. Francis Forbes ; M. Walter H. Chamberlin, Assistant Commissioner of Patents ;

Le Président de la République Française, M. Gérard, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges ; M. C. Nicolas, Ancien Conseiller d'État, Directeur honoraire au Ministère du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes ; M. Michel Pelletier, Avocat à la Cour d'Appel de Paris ;

Sa Majesté le Roi d'Italie, M. Romeo Cantagalli, son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges ; M. le Commandeur Carlo-Francesco Gabba, Sénateur, Professeur à l'Université de Pise ; M. le Chevalier Samuele Ottolenghi, Chef de Division au Ministère de l'Agriculture, de l'Industrie et du Commerce, Directeur du Bureau de la Propriété Industrielle ;

Sa Majesté l'Empereur du Japon, M. Itchiro Motono, son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges ;

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas, M. F.-W.-J.-G. Snyder van Wissenkerke, Docteur en Droit, Conseiller au Ministère de la Justice, Directeur du Bureau de la Propriété Industrielle ;

Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves, M. le Conseiller E. Madeira Pinto, Directeur-Général au Ministère des Travaux Publics, du Commerce et de l'Industrie ;

Sa Majesté le Roi de Serbie, M. le Docteur Michel Vouitch, son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire à Paris ;

Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège, M. le Comte Wrangel, son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges ;

Le Conseil Fédéral de la Confédération Suisse, M. J. Borel, Consul-Général de la Confédération Suisse à Bruxelles ; M. le Docteur Louis-Rodolphe de Salis, Professeur à Berne ;

Le Président de la République Française, pour la Tunisie, M. Gérard, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges ; M. Bladé, Consul de première classe au Ministère des Affaires Étrangères de France.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des Articles suivants :—

ARTICLE I.

La Convention Internationale du 20 Mars, 1883, est modifiée ainsi qu'il suit :—

1. L'Article III de la Convention aura la teneur suivante :—

“ Art. III. Sont assimilés aux sujets ou citoyens des États contractants, les sujets ou citoyens des États ne faisant pas partie de l'Union, qui sont domiciliés ou ont des établissements industriels ou commerciaux effectifs et sérieux sur le territoire de l'un des États de l'Union.”

2. L'Article IV aura la teneur suivante :—

“ Art. IV. Celui qui aura régulièrement fait le dépôt d'une demande de brevet d'invention, d'un dessin ou modèle industriel, d'une marque de fabrique ou de commerce, dans l'un des États contractants, jouira, pour effectuer le dépôt dans les autres États, et sous réserve des droits des tiers, d'un droit de priorité pendant les délais déterminés ci-après.

“ En conséquence, le dépôt ultérieurement opéré dans l'un des autres États de l'Union, avant l'expiration de ces délais, ne pourra être invalidé par des faits accomplis dans l'intervalle, soit, notamment, par un autre dépôt, par la publication de l'invention ou son exploitation, par la mise en vente d'exemplaires du dessin ou du modèle, par l'emploi de la marque.

“ Les délais de priorité mentionnés ci-dessus seront de douze mois pour les brevets d'invention, et de quatre mois pour les dessins ou modèles industriels, ainsi que pour les marques de fabrique ou de commerce.”

3. Il est inséré dans la Convention un Article IV *bis* ainsi conçu :—

“ Art. IV *bis*. Les brevets demandés dans les différents États contractants par des personnes admises au bénéfice de la Convention aux termes des Articles II et III, seront indépendants des brevets obtenus pour la même invention dans les autres États adhérents ou non à l'Union.

“ Cette disposition s'appliquera aux brevets existants au moment de sa mise en vigueur.

“ Il en sera de même, en cas d'accession de nouveaux États, pour les brevets existant de part et d'autre au moment de l'accession.”

4. Il est ajouté à l'Article IX deux alinéas ainsi conçus :—

“ Dans les États dont la législation n'admet pas la saisie à l'importation, cette saisie pourra être remplacée par la prohibition d'importation.

“ Les autorités ne seront pas tenues d'effectuer la saisie en cas de transit.”

5. L'Article X aura la teneur suivante :—

“ Art. X. Les dispositions de l'Article précédent seront

applicables à tout produit portant faussement, comme indication de provenance, le nom d'une localité déterminée, lorsque cette indication sera jointe à un nom commercial fictif ou emprunté dans une intention frauduleuse.

"Est réputé partie intéressée tout producteur, fabricant ou commerçant, engagé dans la production, la fabrication ou le commerce de ce produit, et établi soit dans la localité faussement indiquée comme lieu de provenance, soit dans la région où cette localité est située."

6. Il est inséré dans la Convention un Article *X bis* ainsi conçu :—

"Art. *X bis*. Les ressortissants de la Convention (Articles II et III) jouiront, dans tous les États de l'Union, de la protection accordée aux nationaux contre la concurrence déloyale."

7. L'Article XI aura la teneur suivante :—

"Art. XI. Les Hautes Parties Contractantes accorderont, conformément à la législation de chaque pays, une protection temporaire aux inventions brevetables, aux dessins ou modèles industriels, ainsi qu'aux marques de fabrique ou de commerce, pour les produits qui figureront aux Expositions internationales officielles ou officiellement reconnues, organisées sur le territoire de l'une d'elles."

8. L'Article XIV aura la teneur suivante :—

"Art. XIV. La présente Convention sera soumise à des révisions périodiques en vue d'y introduire les améliorations de nature à perfectionner le système de l'Union.

"A cet effet, des Conférences auront lieu successivement, dans l'un des États contractants, entre les Délégués desdits États."

9. L'Article XVI aura la teneur suivante :—

"Art. XVI. Les États qui n'ont point pris part à la présente Convention seront admis à y adhérer sur leur demande.

"Cette adhésion sera notifiée par la voie diplomatique au Gouvernement de la Confédération Suisse, et par celui-ci à tous les autres.

"Elle emportera, de plein droit, accession à toutes les clauses et admission à tous les avantages stipulés par la présente Convention, et produira ses effets un mois après l'envoi de la notification faite par le Gouvernement Suisse aux autres États unionistes, à moins qu'une date postérieure n'ait été indiquée par l'État adhérent."

ARTICLE II.

Le Protocole de clôture annexé à la Convention Internationale du 20 Mars, 1883, est complété par l'addition d'un numéro *3 bis*, ainsi conçu :—

"*3 bis*. Le breveté, dans chaque pays, ne pourra être frappé de déchéance pour cause de non-exploitation qu'après un délai minimum de trois ans, à dater du dépôt de la demande dans le pays dont il s'agit, et dans le cas où le breveté ne justifierait pas des causes de son inaction."

ARTICLE III.

Le présent Acte additionnel aura même valeur et durée que la Convention du 20 Mars, 1883.

Il sera ratifié, et les ratifications en seront déposées à Bruxelles, au Ministère des Affaires Étrangères, aussitôt que faire se pourra, et au plus tard dans le délai de dix-huit mois à dater du jour de la signature.

Il entrera en vigueur trois mois après la clôture du *procès-verbal* de dépôt.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé le présent Acte additionnel.

Fait à Bruxelles, en un seul exemplaire, le 14 Décembre, 1900.

Pour la Grande-Bretagne :

(Signé) CHARLES B. STUART WORTLEY.
H. G. BERGNE.
C. N. DALTON.

Pour la Belgique :

(Signé) A. NYSSENS.
CAPELLE.
GEORGES DE RO.
J. DUBOIS.

Pour le Brésil :

(Signé) F. XAVIER DA CUNHA.

Pour le Danemark :

(Signé) H. HOLTEN NIELSEN.

Pour la République Dominicaine :

(Signé) JOHN W. HUNTER.

Pour l'Espagne :

(Signé) W. R. DE VILLA URRUTIA.

Pour les États-Unis d'Amérique :

(Signé) LAWRENCE TOWNSEND.
FRANCIS FORBES.
WALTER H. CHAMBERLIN

Pour la France :

(Signé) A. GÉRARD.
C. NICOLAS.
MICHEL PELLETIER.

Pour l'Italie :

(Signé) R. CANTAGALLI.
C. F. GABBA.
S. OTTOLENGHI.

Pour le Japon :

(Signé) I. MOTONO.

Pour la Norvège :

(Signé) COMTE WRANGEL.

Pour les Pays-Bas :

(Signé) SNYDER VAN WISSENKERKE.

Pour le Portugal :

(Signé) ERNESTO MADEIRA PINTO.

Pour la Serbie :

(Signé) DR. MICHEL VOUÏTCH.

Pour la Suède :

(Signé) COMTE WRANGEL.

Pour la Suisse :

(Signé) JULES BOREL.
L. R. DE SALIS.

Pour la Tunisie :

(Signé) A. GÉRARD.
ÉTIENNE BLADÉ.

Procès-Verbal.

LES Parties Contractantes ayant unanimement accepté que l'échange des ratifications sur l'Acte Additionnel à la Convention du 20 Mars, 1883, signé à Bruxelles le 14 Décembre, 1900, se ferait moyennant le dépôt des instruments respectifs aux archives du Ministère des Affaires Étrangères de Belgique, le présent procès-verbal de dépôt a été, à cet effet, ouvert au Ministère des Affaires Étrangères ce jourd'hui, 3 Mai, 1901.

(Signé)
LAWRENCE TOWNSEND.

Ce même jour a été effectué le dépôt des ratifications du Président des États-Unis d'Amérique.

Ont été successivement présentées au dépôt :

(Signé)
JULES BOREL.

Le 5 Août, 1901, les ratifications du Conseil Fédéral Suisse ;

(Signé)
F. G. SCHACK DE BROCKDORFF.

Le 10 Octobre, 1901, les ratifications de Sa Majesté le Roi de Danemark ;

(Signé)
CŒ. DE TOVAR.

Le 5 Novembre, 1901, les ratifications de Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves ;

- (Signé)
CONSTANTINE PHIPPS.
Le 6. Décembre, 1901, les ratifications de Sa Majesté le Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des Possessions Britanniques au delà des Mers, Empereur des Indes ;
- (Signé)
P. DE FAVEREAU.
Le 10 Décembre, 1901, les ratifications de Sa Majesté le Roi des Belges ;
- (Signé)
R. CANTAGALLI.
Le 12 Décembre, 1901, les ratifications de Sa Majesté le Roi d'Italie ;
- (Signé)
S. MATSUGATA.
Le 21 Avril, 1902, les ratifications de Sa Majesté l'Empereur du Japon ;
- (Signé)
A. GÉRARD.
Le 23 Mai, 1902, les ratifications du Président de la République Française et du Gouvernement Tunisien ;
- (Signé)
C^{TE}. WRANGEL.
Le 5 Juin, 1902, les ratifications de Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège, pour la Suède ;
- (Signé)
C^{TE}. WRANGEL.
Le même jour, les ratifications de Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège, pour la Norvège ;
- (Signé)
R. DE PESTEL.
Le 10 Juin, 1902, les ratifications de Sa Majesté la Reine des Pays-Bas.

Conformément à l'Article 3 de l'Acte Additionnel du 14 Décembre, 1900, le présent procès-verbal a été clos à la date de ce jour.

Le Ministre des Affaires Étrangères
de Belgique,
(Signé) P. DE FAVEREAU.

Bruxelles, le 14 Juin, 1902.

Le dépôt des ratifications du Président des États-Unis du Brésil, du Président de la République Dominicaine, de Sa Majesté le Roi d'Espagne, et de Sa Majesté le Roi de Serbie n'ayant pu être effectué dans le délai fixé, les Gouvernements de la Belgique, du Danemark, des États-Unis d'Amérique, de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Italie, du Japon, de la Norvège, des Pays-Bas, du Portugal, de la Suède, de la Suisse, et de la Tunisie se sont trouvés unanimement d'accord pour appliquer, à partir du 14 Septembre, 1902, l'Acte Additionnel du 14 Décembre, 1900, entre eux, ainsi que vis-à-vis de ceux des quatre autres États Signataires dont les ratifications seraient déposées dans l'intervalle.

Pour copie conforme :

Le Secrétaire-Général
du Ministère des Affaires Étrangères de
Belgique,
(Signé) BARON LAMBERMONT.

(Translation.)

HER Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Empress of India; His Majesty the King of the Belgians; the President of the United States of Brazil; His Majesty the King of Denmark; the President of the Dominican Republic; Her Majesty the Queen-Regent of Spain, in the name of His Majesty the King of Spain; the President of the United States of America; the President of the French Republic; His Majesty the King of Italy; His Majesty the Emperor of Japan; Her Majesty the Queen of the Netherlands; His Majesty the King of Portugal and the Algarves; His Majesty the King of Servia; His Majesty the King of Sweden and Norway; the Federal Council of the Swiss Confederation; and the Tunisian Government, having deemed it expedient to make certain modifications in, and additions to, the International Convention of the 20th March, 1883, and also as regards the Final Protocol annexed to the said Convention, have named as their Plenipotentiaries, that is to say :

Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Empress of India, the Right Honourable C. B. Stuart Wortley, M.P.; Sir Henry Bergne, K.C.M.G., Head of the Commercial Department of the Foreign Office; Mr. C. N. Dalton, C.B., Comptroller-General of Patents;

His Majesty the King of the Belgians, M. A. Nyssens, formerly Minister of Industry and Works; M. L. Capelle, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary, Director-General of Commerce and of Consulates at the Ministry for Foreign Affairs; M. Georges de Ro; Advocate at the Court of Appeal of Brussels,

formerly Secretary of the Order ; M. J. Dubois, Director-General at the Ministry of Industry and Works ;

The President of the United States of Brazil, M. de Cunha, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the United States of Brazil at the Court of His Majesty the King of the Belgians ;

His Majesty the King of Denmark, M. H. Holten-Nielsen, Member of the Commission for Patents, Registrar of Trade-Marks ;

The President of the Dominican Republic, M. J.-W. Hunter, Consul-General of the Dominican Republic at Antwerp ;

Her Majesty the Queen-Regent of Spain, in the name of His Majesty the King of Spain, M. de Villa Urrutia, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at the Court of His Majesty the King of the Belgians ;

The President of the United States of America, Mr. Lawrence Townsend, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the United States of America at the Court of His Majesty the King of the Belgians ; Mr. Francis Forbes ; Mr. Walter H. Chamberlin, Assistant Commissioner of Patents ;

The President of the French Republic, M. Gérard, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at the Court of His Majesty the King of the Belgians ; M. C. Nicolas, ex-Councillor of State, Honorary Director at the Ministry of Commerce, Industry, Posts and Telegraphs ; M. Michel Pelletier, Advocate at the Court of Appeal of Paris ;

His Majesty the King of Italy, M. Romeo Cantagalli, His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at the Court of His Majesty the King of the Belgians ; Commander Carlo-Francesco Gabba, Senator, Professor at the University of Pisa ; Chevalier Samuele Ottolenghi, Head of Department at the Ministry of Agriculture, Industry, and Commerce, Director of the Office of Industrial Property ;

His Majesty the Emperor of Japan, M. Itchiro Motono, His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at the Court of His Majesty the King of the Belgians ;

Her Majesty the Queen of the Netherlands, M. F.-W.-J.-G. Snyder van Wissenkerke, Doctor of Law, Councillor at the Ministry of Justice, Director of the Office of Industrial Property ;

His Majesty the King of Portugal and the Algarves, the Councillor E. Madeira Pinto, Director-General at the Ministry of Public Works, Commerce, and Industry ;

His Majesty the King of Servia, Dr. Michel Vouitch, His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Paris ;

His Majesty the King of Sweden and Norway, Count Wrangel, His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at the Court of His Majesty the King of the Belgians ;

The Federal Council of the Swiss Confederation, M. J. Borel, Consul-General of the Swiss Confederation at Brussels ; Dr. Louis-Rudolphe de Salis, Professor at Berne ;

The President of the French Republic, on behalf of Tunis, M. Gérard, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at the Court of His Majesty the King of the Belgians; M. Bladé, Consul of the First Class at the French Ministry for Foreign Affairs;

Who, after having communicated to each other their respective full powers, found in good and due form, have agreed upon the following Articles :—

ARTICLE I.

The International Convention of the 20th March, 1883, shall be modified as follows :—

1. Article III of the Convention shall run as follows :—

“ Art. III. The subjects or citizens of States which are not Parties to the Union shall be assimilated to the subjects or citizens of the Contracting States, provided that they are domiciled in or have industrial or commercial establishments, real and effective, in the territory of one of the States of the Union.”

2. Article IV shall run as follows :—

“ Art. IV. Any person who shall have duly applied for a patent, industrial design, or model or trade-mark in one of the Contracting States, shall enjoy, in order to admit of such request being lodged in the other States, during the periods of time mentioned below, a right of priority, the rights of third parties being reserved.

“ Consequently, subsequent registration in one of the other States of the Union, before the expiration of such periods of time, shall not be invalidated by any acts accomplished in the interval—either, for instance, by another registration by the publication of the invention, or by the working of it, by the sale of patterns of the design or model, or by the use of the trade-mark.

“ The above-mentioned periods of time during which priority is guaranteed shall be twelve months for patents with respect to inventions, and four months for patents for industrial designs or models, as well as for trade or merchandize marks.”

3. There shall be inserted in the Convention an Article IV *bis*, in the following terms :—

“ Art. IV *bis*. Patents applied for in the various Contracting States by persons admitted to the benefits of the Convention in the terms of Articles II and III, shall be independent of the patents obtained for the same invention in the other States, whether such States be or be not parties to the Union.

“ This stipulation shall apply to patents already existing at the time when it shall come into effect.

“ The same stipulation shall apply, in the case of the accession of new States, with regard to patents in existence, either on one side or the other, at the time of accession.”

4. The two following paragraphs shall be added to Article IX :—

"In States the laws of which do not admit of seizure upon importation, prohibition of importation may take the place of such seizure.

"The authorities shall not be compelled to effect the seizure in the case of goods in transit."

5. Article X shall run as follows:—

"Art. X. The stipulations of the preceding Article shall be applicable to every production which may falsely bear as indication of origin the name of a specified locality, when such indication shall be joined to a trade name of a fictitious character or used with intent to defraud.

"Any producer, manufacturer, or trader engaged in the production, manufacture, or trade of such goods, and established either in the locality falsely designated as the place of origin, or in the district where the locality is situated, is to be deemed a party concerned."

6. There shall be inserted in the Convention an Article *X bis*, in the terms following:—

"Art. *X bis*. Persons resorting to the countries referred to in the Convention (Articles II and III) shall enjoy in all the States of the Union the protection accorded to nationals against dishonest competition."

7. Article XI shall run as follows:—

"Art. XI. The High Contracting Parties shall, in conformity with the legislation of each country, accord temporary protection to inventions susceptible of being patented, and to industrial designs or models, as well as to trade-marks or merchandize marks, in respect of products which shall be exhibited at official or officially recognized international Exhibitions held in the territory of one of them."

8. Article XIV shall run as follows:—

"Art. XIV. The present Convention shall be submitted to periodical revisions with a view to the introduction of amendments calculated to improve the system of the Union.

"For this purpose, Conferences shall be held successively, in one of the Contracting States, between the Delegates of the said States."

9. Article XVI shall run as follows:—

"Art. XVI. States which are not parties to the present Convention shall be allowed to accede to it upon their request.

"The accession shall be notified through the diplomatic channel to the Government of the Swiss Confederation, and by the latter to all the other States.

"It shall entail, as a matter of right, accession to all the clauses, as well as admission to all the advantages stipulated in the present Convention, and shall take effect one month after the dispatch of the notification by the Swiss Government to the other States of the Union, unless a subsequent date have been indicated by the acceding State."

ARTICLE II.

The Final Protocol annexed to the International Convention of the 20th March, 1883, shall be completed by the addition of No. 3 *bis* in the following terms:—

“3 *bis*. The patent, in each country, shall not be liable to forfeiture on account of failure to utilize it, until after the expiration of at least three years from the date of the deposit of the application in the country concerned, and only provided the patentee cannot show reasonable cause for his inaction.”

ARTICLE III.

The present Additional Act shall have the same value and duration as the Convention of the 20th March, 1883.

It shall be ratified, and the ratifications shall be deposited at the Ministry for Foreign Affairs, Brussels, as soon as possible, and at the latest within a period of eighteen months from the date of signature.

It shall come into force three months after the Protocol of deposit shall have been closed.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Additional Act.

Done at Brussels, in a single copy, the 14th December, 1900.

For Great Britain:

(Signed) CHARLES B. STUART WORTLEY.
H. G. BERGNE.
C. N. DALTON.

For Belgium:

(Signed) A. NYSSENS.
CAPELLE.
GEORGES DE RO.
J. DUBOIS.

For Brazil:

(Signed) F. XAVIER DA CUNHA.

For Denmark:

(Signed) H. HOLTEN NIELSEN.

For the Dominican Republic:

(Signed) JOHN W. HUNTER.

For Spain:

(Signed) W. R. DE VILLA URRUTIA.

For the United States of America:

(Signed) LAWRENCE TOWNSEND.
FRANCIS FORBES.
WALTER H. CHAMBERLIN.

For France:

(Signed) A. GÉRARD.
C. NICOLAS.
MICHEL PELLETIER.

For Italy :
 (Signed) R. CANTAGALLI.
 C. F. GABBA.
 S. OTTOLENGHI.

For Japan :
 (Signed) I. MOTONO.

For Norway :
 (Signed) COMTE WRANGEL.

For the Netherlands :
 (Signed) SNYDER VAN WISSENKERKE.

For Portugal :
 (Signed) ERNESTO MADEIRA PINTO.

For Servia :
 (Signed) DR. MICHEL VOÛTCH.

For Sweden :
 (Signed) COMTE WRANGEL.

For Switzerland :
 (Signed) JULES BOREL.
 L. R. DE SALIS.

For Tunis :
 (Signed) A. GÉRARD.
 ÉTIENNE BLADÉ.

Procès-Verbal.

THE Contracting Parties having unanimously agreed that the exchange of the ratifications of the Additional Act to the Convention of the 20th March, 1883, signed at Brussels on the 14th December, 1900, shall be effected by means of the deposit of the respective instruments in the archives of the Belgian Ministry for Foreign Affairs, the present Protocol recording the deposit has been, for this purpose, drawn up at the Ministry for Foreign Affairs this 3rd day of May, 1901.

(Signed)
 LAWRENCE TOWNSEND.

On this day the ratification of the President of the United States of America has been deposited.

In succession have been deposited:

(Signed)
 JULES BOREL.

On the 5th August, 1901, the ratification of the Swiss Federal Council.

(Signed)
 F. G. SCHACK DE BROCKDORFF.

On the 10th October, 1901, the ratification of His Majesty the King of Denmark.

- (Signed)
C^TE. DE TOVAR.
On the 5th November, 1901,
the ratification of His Majesty
the King of Portugal and the
Algarves.
- (Signed)
CONSTANTINE PHIPPS.
On the 6th December, 1901,
the ratification of His Majesty
the King of the United King-
dom of Great Britain and Ire-
land and of the British Domi-
nions beyond the Seas, Emperor
of India.
- (Signed)
P. DE FAVEREAU.
On the 10th December, 1901,
the ratification of His Majesty
the King of the Belgians.
- (Signed)
R. CANTAGALLI.
On the 12th December, 1901,
the ratification of His Majesty
the King of Italy.
- (Signed)
S. MATSUGATA.
On the 21st April, 1902, the
ratification of His Majesty the
Emperor of Japan.
- (Signed)
A. GÉRARD.
On the 23rd May, 1902, the
ratifications of the President of
the French Republic and of the
Government of Tunis.
- (Signed)
C^TE. WRANGEL.
On the 5th June, 1902, the
ratification of His Majesty the
King of Sweden and Norway, on
behalf of Sweden.
- (Signed)
C^TE. WRANGEL.
On the same day, the ratifi-
cations of His Majesty the King
of Sweden and Norway, on be-
half of Norway.
- (Signed)
R. DE PESTEL.
On the 10th June, 1902, the
ratification of Her Majesty the
Queen of the Netherlands.

In conformity with Article 3 of the Additional Act of the
14th December, 1900, the present Protocol has been closed on
this date.

The Belgian Minister for Foreign Affairs,
(Signed) P. DE FAVEREAU.

Brussels, June 14, 1902.

It not having been possible to deposit the ratifications of the President of the United States of Brazil, the President of the Dominican Republic, His Majesty the King of Spain, and His Majesty the King of Servia, within the stipulated period, the Governments of Belgium, Denmark, the United States of America, France, Great Britain, Italy, Japan, Norway, the Netherlands, Portugal, Sweden, Switzerland, and Tunis have unanimously agreed that the Additional Act of the 14th December, 1900, shall, from the 14th September, 1902, take effect as regards themselves, and also as regards those of the other four Signatory States whose ratifications may in the interval have been deposited.

Certified copy:

The Secretary-General
of the Belgian Ministry for Foreign
Affairs,

(Signed) BARON LAMBERMONT.
